



Recommandations issues de la réunion stratégique restreinte de la société civile du Bassin du Congo œuvrant pour la bonne gouvernance forestière et climatique

26 octobre 2018 – Brazzaville, République du Congo

Les pays du bassin du Congo ont pris des engagements forts en faveur d'une meilleure gouvernance forestière et climatique. Le Cameroun, la République du Congo et la République Centrafricaine ont tous signé des Accords de Partenariat Volontaire (APV) avec l'Union européenne pour lutter contre l'exploitation illégale du bois, tandis que le Gabon et la République Démocratique du Congo sont en phase de négociation depuis plusieurs années. Tous ces pays sont également engagés dans la REDD+ (Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts) et leurs efforts s'intensifient dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat et de la disponibilité des financements par le biais de l'Initiative pour la Forêt d'Afrique centrale (CAFI) et de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau nationale (CDN).

La République Démocratique du Congo et la République du Congo se dirigent vers la phase d'investissement dans le cadre de la REDD+ alors que d'autres pays travaillent à la finalisation de leurs stratégies nationales. Un défi majeur pour les APV et la REDD+ dans le bassin du Congo consiste à traduire les engagements en actions concrètes. Cependant, les réformes en cours pour la mise en œuvre de ces engagements ne sont pas encore pleinement effectives.

La contribution de la société civile au succès de ces réformes est primordiale afin de permettre aux communautés locales et peuples autochtones de gérer durablement les forêts dont elles dépendent et de jouir pleinement de leurs droits.

Pour ce faire, un renforcement des synergies entre acteurs de la société civile de la sous-région a été recommandé lors de la réunion restreinte des plateformes œuvrant pour la gouvernance forestière et climatique. Parmi les recommandations formulées notons :

- Le renforcement de la communication à travers des actions de sensibilisation adaptées sur les réformes ayant un impact sur les forêts et les droits des communautés locales et populations autochtones (CLPA) tels que les APV/FLEGT, le processus REDD+ et les CDN, doit être mené de manière continue pour permettre une meilleure appropriation par ces dernières ;
- Des échanges accrus et une harmonisation des positions des plateformes de la société civile et des populations autochtones œuvrant pour la gouvernance forestière et climatique des pays du Bassin du Congo sur les APV/FLEGT, le processus REDD+ et un soutien au plaidoyer pour leur mise en œuvre dans les pays de la sous-région en phase de négociation ;
- Une participation effective des CLPA, de la société civile et des secteurs privé et artisanal aux réformes en lien avec la gouvernance forestière ;
- L'intégration du genre comme question transversale dans l'élaboration des politiques et stratégies régionales et nationales sur la gestion durable des forêts ;
- Une meilleure convergence des initiatives sur l'aménagement du territoire pour le développement responsable des agro-industries et des mines qui soit respectueux des droits des CLPA (par exemple à travers la cartographie des zones exploitables) ;
- Un dialogue de qualité entre les acteurs de la société civile, les populations autochtones, les partenaires techniques et financiers dans la mise en œuvre de la REDD+ et des CDN ;
- La mise à disposition de financements pour la révision des CDN ;
- La mise en place d'un espace d'échanges des plateformes en Afrique centrale dont le relais au niveau national se fera par des points focaux.

Fait à Brazzaville, le 26 octobre 2018

Les participants

N°	Noms et prénoms	Fonction et Pays	Institution
1	NDAKOUZOU Guy Julien	Coordonnateur Adjoint (RCA)	Plateforme Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement (DRNE)
2	ZOGA Parfait Désiré	Coordonnateur (RCA)	Plateforme Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement (DRNE)
3	NZIKOU Marien Massala	Assistant en communication (Congo)	Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)
4	DIHOUKAMBA Parfait	Membre de la plateforme (Congo)	Cadre de Concertation de la société civile sur la Réduction des Emissions liées à la Déforestation et Dégradation des Forêts (CACO-REDD)

5	NTIAKOULOU LOULEBO Théophile	Membre de la plateforme l'huile de palme (Congo)	l'initiative pour l'Huile de palme en Afrique (APOI)
6	LONGO MBENDO Marie Julienne	Coordonnatrice Nationale (Congo)	Réseau Femmes Africaines pour le Développement Durable (REFADD)
7	GUELELE Arsène	Membre de la Plateforme (Congo)	Plateforme Gestion Durable des Forêts (PGDF)
8	NTSIETE MOUKOUAGATA Alban	Chargé de projet (Congo)	Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH)